

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213-2

VU la demande du Service Espaces Verts de Vire en date du 02/11/2023.

CONSIDERANT qu'il convient par des mesures appropriées d'empêcher la dégradation des installations sportives et d'éviter tout risque d'accident.

ARRETE

Article 1 :

L'utilisation des terrains engazonnés situés au Stade Pierre Compte, Stade André Mogis et Stade de l'Orient sera interdite à compter **du Jeudi 2 Novembre au Lundi 6 Novembre 2023 inclus**, à l'exception du Stade Pierre Compte qui sera autorisée pour le match de Championnat **le Samedi 4 Novembre 2023 à 18H00**.

Article 2 :

Les contraventions au présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlement en vigueur.

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché :

- A l'Hôtel de Ville de Vire
- Au Stade Pierre Compte
- Au Stade André Mogis
- Au Stade de l'Orient

Article 4 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. le Chef d'escadron, commandant la Compagnie de Gendarmerie de VIRE.
- MM. les Présidents de la Ligue de Football de Normandie et du District de Football du Calvados.
- M. le Président de l'A.F.V.
- M. le Président de l'U.S.M.V., Athlétisme.
- M. le Président du Rugby
- M. le Responsable du Service Espaces Verts.
- M. le Responsable du Service des Sports.

Chargés, chacun en ce qui le concerne d'en assurer l'exécution.

Fait à VIRE, le 02 Novembre 2023

Le Maire de VIRE NORMANDIE,

Marc ANDREU SABATER.



ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 13 novembre 2023

portant délégation de signature à Madame Marie HAYE, agente territoriale, officier d'état civil à la mairie déléguée de Vire

La Maire déléguée de Vire – Commune déléguée de Vire Normandie,

Vu les articles R2122-8, R2122-10 et L2122-30 modifiés du Code Général des Collectivités Territoriales, portant possibilité de délégation de signatures à un ou plusieurs agents communaux,

Vu le décret du 6 mai 2017 relatif à l'état-civil et notamment le transfert de compétence pour les PACS et les décisions de rectification d'erreur matérielle sur un acte d'état-civil,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Monsieur Marc ANDREU SABATER en qualité de maire de la commune de Vire Normandie, lors du conseil municipal du 3 juillet 2020,

Vu la délibération n°2 du conseil municipal du 10 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au maire,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Madame Lyliane MAINCENT en qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Vire, lors du conseil municipal du 3 juillet 2023,

Vu l'arrêté municipal du 7 septembre 2023 portant délégation de fonction et de signature à Madame Lyliane MAINCENT en sa qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Vire,

Considérant que le Maire délégué remplit les fonctions d'officier d'état-civil et d'officier de police judiciaire sur la commune déléguée et assure la gestion des cimetières et des formalités avec les familles sur le territoire de sa commune,

Considérant qu'il importe de donner aux agents territoriaux spécialisés les moyens devant leur permettre de répondre aux besoins du public,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Madame Marie HAYE, agente territoriale titulaire, agissant en qualité d'agente d'accueil et de gestion administrative à la mairie déléguée de Vire est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité en tant qu'officier d'état-civil pour toutes les fonctions que j'exerce en tant qu'officier d'état-civil, sauf celles prévues à l'article 75 du code civil.

Article 2 : Par ailleurs, l'intéressée est habilitée pour :

- La légalisation des signatures dans les conditions prévues à l'article L 2122-30 du CGCT.
- L'établissement et la signature :
 - De toutes notices relatives au recensement militaire (Instruction du 5 janvier 2004 relative aux opérations de recensement en vue de l'exécution du service national)
 - De toutes déclarations de perte de carte nationale d'identité et de passeport
 - De toutes délivrances de carte d'identité et d'attestation de remise de passeport
- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.
- La saisie et la validation des inscriptions sur la liste électorale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231113-AM20231113-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/11/2023

Publication : 14/11/2023

Arrêté municipal du 13 novembre 2023



Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au Sous-Préfet de l'arrondissement de VIRE,
- Au Procureur de la République près du Tribunal Judiciaire de CAEN,
- A Madame Marie HAYE pour lui servir de titre (ainsi qu'un versement au dossier individuel).

Fait à Vire Normandie, le 13 novembre 2023

La Maire déléguée de Vire,



Lyliane MAINCENT



ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 17 novembre 2023
portant retrait de la délégation de fonction et de signature consentie à
Monsieur Patrick GOSSMANN par l'arrêté municipal n°2020-12-07-01

Le Maire de Vire Normandie,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2122-18 et L.2122-20,

Vu l'arrêté municipal n°2020-12-07-01 du 7 décembre 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Patrick GOSSMANN, en sa qualité de conseiller municipal de Vire Normandie sur la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende la Lande Vaumont,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La délégation de fonction et de signature attribuée par l'arrêté municipal n°2020-12-07-01 du 7 décembre 2020 à Monsieur Patrick GOSSMANN, est rapportée à compter du caractère exécutoire du présent arrêté.

Article 2 :

A compter du caractère exécutoire du présent arrêté, l'arrêté municipal n°2020-12-07-01 du 7 décembre 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Patrick GOSSMANN est abrogé.

Article 3 :

Le présent arrêté sera transmis ou notifié à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Vire
- Monsieur le Trésorier de l'arrondissement de Vire
- Monsieur Patrick GOSSMANN
- Madame Martine ROBBES, suppléante de Monsieur Patrick GOSSMANN.

Fait à Vire Normandie, le 17 novembre 2023

Le Maire de Vire Normandie,

Marc ANDREU SABATER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117a-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

Arrêté municipal du 17 novembre 2023



ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 17 novembre 2023
portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Patrick GOSSMANN en sa
qualité d'adjoint à la maire déléguée de Saint Germain de Tallevende

La Maire déléguée de Saint Germain de Tallevende – Commune déléguée de Vire Normandie,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-17, L2122-18, L2122-20, L2122-21, L2122-22 et L2122-30,

Vu l'article L2113-17 du même code portant certaines attributions applicables aux communes déléguées,

Vu les articles L.2113-11 et L.2113-13 du même code, relatifs aux pouvoirs propres du maire délégué et des pouvoirs de règlement de police pouvant lui être délégués,

Vu les articles L2511-17, L2511-26 du même code, relatifs aux délégations susceptibles d'être données par le conseil municipal au conseil d'arrondissement,

Vu l'article 16-1 du Code de procédure pénale,

Vu la charte de fonctionnement de la commune nouvelle de Vire Normandie, adoptée par l'ensemble des communes déléguées,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Monsieur Marc ANDREU SABATER en qualité de maire de la commune de Vire Normandie, lors du conseil municipal du 3 juillet 2020,

Vu la délibération n°2 du 10 juillet 2020 du conseil municipal de Vire Normandie portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au maire en application de l'article L2122-22 du CGCT,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Madame Martine ROBBES en qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, lors du conseil municipal du 26 octobre 2023,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Monsieur Patrick GOSSMANN en qualité d'adjoint à la maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, lors du conseil municipal du 26 octobre 2023,

Vu l'arrêté municipal du 17 novembre 2023 portant délégation de fonction et de signature à Madame Martine ROBBES en sa qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, permettre une parfaite continuité du service public et pour que certaines formalités puissent être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par les maires délégués,

ARRÊTÉ

Article 1: DELEGATION EN QUALITE D'ADJOINT A LA MAIRE DELEGUEE DE LA COMMUNE DELEGUEE DE SAINT GERMAIN DE TALLEVENDE

Délégation de fonction et de signature est donnée à Monsieur Patrick GOSSMANN, en sa qualité d'adjoint à la maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, pour prendre les décisions, signer les actes et arrêtés ainsi que les correspondances courantes avec les usagers, les partenaires locaux et nationaux dans le cadre d'actions et de projets relatifs aux champs et domaines suivants, selon les lois et règlements en vigueur sur le territoire de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117C-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

Arrêté municipal du 17 novembre 2023



1.1. Travaux, entretien et maintenance des bâtiments communaux – Travaux de voirie

- Piloter la mise en œuvre des projets d'investissements inscrits à l'état spécial de la commune déléguée et suivre les chantiers et travaux nécessaires à leur réalisation
- Définir et mettre en œuvre le plan annuel d'entretien des bâtiments communaux y compris leurs annexes, bâties ou non bâties
- Coordonner, harmoniser et planifier le programme de maintenance des bâtiments communaux y compris leurs annexes bâties et non bâties
- Définir et mettre en œuvre le plan annuel d'entretien et de restructuration de la voirie de la commune déléguée et de ses réseaux
- Gérer et entretenir le domaine public affecté à la voirie (chaussées, trottoirs et accessoires dont mobilier urbain, signalisation etc..) à savoir maintenance courante et travaux de rénovation comprenant les équipements pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite qui nécessiterait le recours à des entreprises extérieures
- Procéder à l'instruction des demandes d'utilisation et d'occupation du domaine public à des fins commerciales et non commerciales et délivrer les permissions correspondantes
- Gérer l'éclairage public en lien avec les autres communes déléguées
- Participer à la présentation des programmes de travaux de voirie et projets aux riverains
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du code du patrimoine relatif à la réalisation préventive de diagnostics archéologiques prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune déléguée
- Entretien des relations avec les opérateurs de réseaux notamment pour l'occupation du domaine public

1.2. Communication

- Assurer la gestion du site internet de la commune déléguée (hébergements, articles, contacts)
- Gérer les publications de la commune déléguée quel que soit le support en lien avec le cabinet du Maire de Vire Normandie

1.3. Personnel

- Gérer les plannings professionnels des agents affectés à la gestion technique et administrative de la commune déléguée
- Editer les autorisations d'absence ou tout document concernant la situation des agents et des intervenants affectés à la commune déléguée en lien avec le service ressources humaines de Vire Normandie
- Signer les ordres de mission, demander le remboursement des notes de frais et autoriser les formations

Article 2 : ENGAGEMENTS FINANCIERS ET COMMANDE PUBLIQUE

Monsieur Patrick GOSSMANN ne pourra pas prendre d'engagements financiers non programmés pour les domaines susmentionnés.

Monsieur Patrick GOSSMANN n'a pas la compétence pour passer les actes relatifs à la passation, préparation, exécution et règlement des contrats administratifs relevant de la commande publique

Article 3 : SUPPLEANCE

En cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation est consentie pour la durée nécessaire à l'absence ou à l'empêchement, dans les limites fixées à l'article 2, à Madame Valérie OLLIVIER, conseillère communale de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende.

Article 4 : La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de sa publication.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117C-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

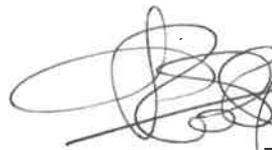
Page 2 sur 3

Le présent arrêté sera transmis ou notifié à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Vire
- Monsieur Le Procureur du Tribunal judiciaire de Caen
- Monsieur le Trésorier de l'arrondissement de Vire
- Monsieur Patrick GOSSMANN – adjoint à la maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende
- Madame Valérie OLLIVIER, conseillère communale de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende.

Fait à Vire Normandie, le 17 novembre 2023

La Maire déléguée de Saint Germain de Tallevende,


Martine ROBBES



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117c-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 17 novembre 2023
portant délégation de fonction et de signature à Madame Martine ROBBES en sa qualité
de maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende

Le Maire de Vire Normandie,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2122-17, L2122-18, L2122-20, L2122-21, L2122-22 et L2122-30,

Vu l'article L2113-17 du même code portant certaines attributions applicables aux communes déléguées,

Vu les articles L.2113-11 et L.2113-13 du même code, relatifs aux pouvoirs propres du maire délégué et des pouvoirs de règlement de police pouvant lui être délégués,

Vu les articles L2511-17, L2511-26 du même code, relatifs aux délégations susceptibles d'être données par le conseil municipal au conseil d'arrondissement,

Vu l'article 16-1 du Code de procédure pénale,

Vu la charte de fonctionnement de la commune nouvelle de Vire Normandie, adoptée par l'ensemble des communes déléguées,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Monsieur Marc ANDREU SABATER en qualité de maire de la commune de Vire Normandie, lors du conseil municipal du 3 juillet 2020,

Vu la délibération n°2 du 10 juillet 2020 du conseil municipal de Vire Normandie portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au maire en application de l'article L2122-22 du CGCT,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Madame Martine ROBBES en qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, lors du conseil municipal du 26 octobre 2023,

Considérant que pour la bonne marche des services municipaux, permettre une parfaite continuité du service public et pour que certaines formalités puissent être exécutées dans les meilleurs délais, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions et la signature de certains actes et documents soient assurés par les maires délégués,

ARRÊTE

Article 1 : DELEGATION EN QUALITE DE MAIRE DELEGUEE : Délégation de fonction et de signature est donnée à Madame Martine ROBBES, en sa qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, pour prendre les décisions, signer les actes et arrêtés ainsi que les correspondances courantes avec les usagers, les partenaires locaux et nationaux dans le cadre d'actions et de projets relatifs aux champs et domaines suivants, selon les lois et règlements en vigueur sur le territoire de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende.

1.1 - Administration générale et pouvoirs de police

- Suivre la politique de gestion des archives municipales
- Assurer la mise en œuvre de l'affichage réglementaire sur la commune déléguée
- Procéder à la reprise de logements vacants par l'application de l'ensemble des dispositions de l'article L142-1 du Code d'exécution des procédures civiles

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

Arrêté municipal du 17 novembre 2023



- Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L123-19 du code de l'environnement,
- Exécuter dans le ressort territorial de la commune déléguée les lois et règlements de police
- Toutes mesures de police dévolues à la compétence du maire en application de l'article L2212-2 du Code général des collectivités territoriales sont déléguées au maire délégué sur le territoire de la commune déléguée ; notamment décider, au titre des pouvoirs de police générale, de la mise en œuvre de toute mesure nécessaire à la cessation d'un trouble à l'ordre public constaté dans le ressort territorial de la commune déléguée (divagations, bien meuble dégradé, risque d'incendie, pollution...)
- Toutes mesures de police spéciales conférées par les lois et règlements sont également déléguées (code de la route, code de la construction et de l'habitation relatif au logement insalubre etc...). Cette délégation exclut le pouvoir d'ester en justice et le pouvoir de déposer plainte ainsi que toute constitution de garantie et constitution de partie civile.

Il est rappelé qu'au titre des pouvoirs propres qui lui sont conférés par la loi, le Maire délégué remplit les fonctions d'officier de police judiciaire. A ce titre, le Maire délégué doit informer sans délai le procureur de la République des crimes, délits et contraventions dont il a connaissance. Dès la clôture de ses opérations de recherche d'informations, constatation, il doit lui faire parvenir directement l'original ainsi qu'une copie des procès-verbaux qu'il a dressés ; tous actes et documents relatifs lui sont en même temps adressés ; les objets saisis sont mis à sa disposition. La qualité d'officier de police judiciaire que les maires et leurs adjoints tiennent de la loi leur donne donc compétence pour constater toute infraction à la loi pénale par procès-verbal, en rassembler les preuves, recevoir les plaintes ou prêter assistance à toute réquisition judiciaire. Les procès-verbaux doivent énoncer la qualité d'officier de police judiciaire de leur rédacteur.

1.2. Citoyenneté et formalités administratives

1.2.1 - Etat-Civil

La Maire déléguée peut apposer sa signature sur tous documents d'état civil en qualité d'officier d'état civil notamment :

- Actes d'état-civil (consentements – naissances – reconnaissances – mariages – décès – transcriptions – enfant sans vie)
- Copies et extraits d'actes (naissances – mariages – décès)
- Avis de mention (naissances – mariages – décès)
- Avis de naissance/décès hors commune
- Avis de naissance /décès pour la DSS (Direction des Services Sociaux) et ARS (Agence Régionale de Santé)
- Mariages : Auditions de mariages : réalisation, rédaction et signature des comptes rendus, célébration des mariages
- Signature des attestations de non-audition, avis de publication/certificat de non-opposition de mariage
- Courriers procureur (information/demande de sursis à publication/saisine du procureur)
- Instruire les demandes de changement d'état civil et les rectifications (prénom, nom, sexe...)
- Parrainage civil
- Assurer le suivi du projet de numérisation des actes de la commune déléguée
- Signer tout document, courrier (légalisation de signature, certification conforme...).

1.2.2 - Cimetières

Conformément à la législation funéraire et au statut d'officier d'état civil, délégation pour l'instruction, validation et signature des courriers, actes ou arrêtés concernant :

- Les autorisations d'inhumation

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

- Les autorisations d'exhumation
- Les autorisations de fermeture de cercueil, de crémation et de dispersion des cendres
- La délivrance et la reprise des concessions funéraires et leurs reconversions
- L'apposition des scellés sur les cercueils
- Signer toute correspondance entre les usagers et la commune déléguée et les organismes de pompes funèbres pour la bonne gestion des affaires courantes des cimetières en matière de recherche de concessions, demandes d'informations (tarifs, législation, reconversion...), restructuration du service, (amélioration du logiciel, mise à jour des plans...) entretien, horaires, règlement, extension ...
- Informer les usagers quant aux modalités d'attribution des concessions dans les cimetières
- Mettre en œuvre la politique de bonne gestion du taux d'occupation dans les cimetières et engager les procédures de reprises correspondantes
- Mettre en œuvre des procédures d'extension de cimetière
- Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières.

1.2.3 - Elections

Signature des récépissés de demandes d'inscriptions sur les listes électorales, des récépissés d'inscriptions définitives sur les listes électorales, des récépissés de radiations, des courriers électoraux envers les administrés...

1.2.4 – Formalités administratives

Au titre des réglementations administratives diverses :

- Valider les dossiers d'attestation d'accueil
- Réaliser les auditions de nationalité
- Instruire les déclarations et les demandes d'autorisation pour des activités réglementées organisées dans le ressort territorial de la commune déléguée : autorisation de fermeture tardive des bars, déclaration de syndicats, déclaration de transfert de domicile, licence et arrêté de débits de boissons, ...
- Procéder à l'instruction des demandes en liquidation et délivrer les autorisations
- Mettre en œuvre les opérations de recensement sur le territoire de la commune en lien avec le coordonnateur Insee de Vire Normandie
- Appliquer les dispositions du code du service national pour le recensement des jeunes sur son territoire

1.3. Animation locale

- Déterminer les conditions de location de la ou des salles des fêtes de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, décider du prêt de ces salles et de matériels et prendre tout acte ou décision relatif à la gestion de ces salles
- Organiser le banquet des aînés, les commémorations patriotiques et autres commémorations et fêtes locales, le fleurissement du bourg et les illuminations de Noël et prendre tout acte ou décision relatif à ces fêtes
- Gérer les relations avec l'ensemble des associations dont le siège social se trouve dans la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende ou, à défaut, menant des activités dans son ressort territorial et instruire les demandes de subvention présentées par ces associations
- Fédérer les associations et les acteurs autour des actions de développement et de promotion du sport et des loisirs sur le territoire de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, assurer la gestion quotidienne des équipements sportifs et l'affectation et l'utilisation des stades, gymnases, terrains extérieurs et intérieurs, salles de sports sur le territoire de la commune déléguée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

1.4. Travaux, entretien et maintenance des bâtiments communaux – Travaux de voirie

- Piloter la mise en œuvre des projets d'investissements inscrits à l'état spécial de la commune déléguée et suivre les chantiers et travaux nécessaires à leur réalisation
- Définir et mettre en œuvre le plan annuel d'entretien des bâtiments communaux y compris leurs annexes, bâties ou non bâties
- Coordonner, harmoniser et planifier le programme de maintenance des bâtiments communaux y compris leurs annexes bâties et non bâties
- Définir et mettre en œuvre le plan annuel d'entretien et de restructuration de la voirie de la commune déléguée et de ses réseaux
- Gérer et entretenir le domaine public affecté à la voirie (chaussées, trottoirs et accessoires dont mobilier urbain, signalisation etc..) à savoir maintenance courante et travaux de rénovation comprenant les équipements pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite qui nécessiterait le recours à des entreprises extérieures
- Procéder à l'instruction des demandes d'utilisation et d'occupation du domaine public à des fins commerciales et non commerciales et délivrer les permissions correspondantes
- Gérer l'éclairage public en lien avec les autres communes déléguées
- Participer à la présentation des programmes de travaux de voirie et projets aux riverains
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L523-4 et L523-5 du code du patrimoine relatif à la réalisation préventive de diagnostics archéologiques prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune déléguée
- Entretien des relations avec les opérateurs de réseaux notamment pour l'occupation du domaine public

1.5. Education

- Conforter les relations avec la communauté éducative
- Fédérer les associations et les acteurs correspondant au contenu de la délégation autour de la réussite scolaire des élèves inscrits dans les établissements scolaires de la commune déléguée et procéder au renouvellement du conventionnement au titre de « Territoire Apprenant »
- Définir, affecter et suivre les effectifs scolaires conformément aux modalités d'application de la carte scolaire définies par délibération du conseil municipal
- Suivre l'occupation des locaux scolaires
- Assurer le fonctionnement, le bon entretien et l'équipement des locaux scolaires
- Animer et gérer les actions portant sur le temps scolaire (actions éducatives, plan territorial d'enseignement artistique et culturel) en coordination avec l'adjointe au Maire de Vire Normandie en charge de l'action culturelle
- Equiper et permettre l'utilisation des outils numériques dans les écoles dans le but de favoriser l'apprentissage et la réussite éducative.

1.6. Etat spécial de la commune déléguée

- Engager et signer tout mandatement concernant la commune déléguée
- Engager et ordonnancer les dépenses inscrites à l'état spécial de la commune déléguée
- Effectuer des virements d'article à article à l'intérieur du même chapitre dans la limite du cinquième de la dotation initiale du chapitre de l'état spécial
- Jusqu'à ce que l'état spécial soit devenu exécutoire, engager et ordonnancer les dépenses de fonctionnement dans la limite du douzième de celles inscrites à l'état spécial de l'année précédente et les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts à l'état spécial de l'année précédente

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

1.7. Sécurité et accessibilité des ERP

- Sur le territoire de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, participer aux visites de sécurité de la commission de sécurité de l'arrondissement de Vire et signer les procès-verbaux et documents liés à ces visites
- Ordonner la mise en œuvre des prescriptions de la commission de sécurité sur le territoire de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende

1.8. Affaires foncières

- Signer les actes de mutations (notariées et/ou administratives) et les baux que la commune déléguée agisse en qualité de bailleur ou de locataire (dans une limite de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans telle que prévue à l'article L2122-22 alinéa 5 fixée par délibération n°2 du 10/07/2020), notamment :
 - Les baux commerciaux, professionnels, ruraux, civils, habitation, les conventions d'occupation précaire et prêts à usage
 - Les compromis et actes de ventes et tous actes afférents aux acquisitions et ventes, partages, transactions, acceptation de dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions, ni de charges, décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600€
- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales
- Mener et suivre les opérations foncières, acquisitions et cessions dans le but de rationaliser et d'optimiser les emprises foncières et permettre notamment le développement des projets d'intérêt général de la collectivité
- Assurer une maîtrise foncière au service du projet de territoire pour développer son attractivité et son rayonnement
- Faire usage du droit de préemption urbain ou d'en notifier le renoncement dans les conditions définies par délibération
- Fixer dans la limite de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et répondre à leurs demandes

1.9. Urbanisme

- Signer les accusés-réception des dépôts de dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme
- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme
- Transmettre les dossiers aux services instructeurs et/ou consultés pour avis
- Demander des pièces complémentaires à un pétitionnaire
- Décider de faire ou de ne pas faire opposition à une déclaration préalable, et réaliser les notifications y afférentes auprès des déclarants, ainsi que signer la délivrance ou le refus des permis initiaux et/ou modificatifs de construire, d'aménager, de démolir et des certificats d'urbanisme et notifier aux pétitionnaires et tout organisme intéressé dans le respect des lois et règlements en vigueur
- Notifier des prorogations de délais d'instruction, d'actes de mutation, des certificats d'urbanisme, des permis de construire, des permis modificatifs, des permis d'aménager, des déclarations préalables (y compris clôtures) et des infractions constatées au code de l'urbanisme
- Prendre et suivre toutes les autorisations d'occupation des sols (permis d'aménagement et permis de construire...) en application de la réglementation locale en matière d'urbanisme (PLU, règlement de lotissement) et les certificats d'urbanisme
- Suivre les opérations d'aménagement prévues par le code de l'urbanisme (articles L300-1 et suivants du code de l'urbanisme et notamment les lotissements) sur le territoire de la commune déléguée et de l'ensemble des actes afférents (DUP, étude d'impact...)

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

- Exercer au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme que la commune en soit titulaire ou délégataire, déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L211-2 ou au premier alinéa de l'article L213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le Conseil Municipal. Ce pouvoir est délégué dans les conditions de la délibération n°9 du Conseil Municipal de Vire Normandie du 1^{er} avril 2019 toujours en vigueur et de la délibération du 27 septembre 2017 de l'intercommunalité de la Vire au Noireau afin de déléguer aux communes le DPU en dehors des actions conduites pour le développement économique.
- Signer la convention prévue par l'avant dernier alinéa de l'article L311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone en aménagement concerté et signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L332-11-2 du même code dans sa rédaction antérieure à la loi n°2014-1655 du 29 décembre 2014 précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux.
- Signer les compromis et actes de ventes et plus largement, tout acte afférent aux acquisitions et ventes
- Procéder au dépôt de demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux lorsque ces projets sont inscrits à l'état spécial de la commune déléguée
- Exercer au nom de la commune le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation
- Gérer les relations avec l'Etat et ses services déconcentrés concernés par le contenu de la délégation

1.10. Organisation des foires et marchés

- Instruire et valider les demandes d'emplacements
- Contrôler la mise en œuvre des délégations de service public le cas échéant
- Réglementer les autorisations d'occupation du domaine public

1.11. Communication

- Assurer la gestion du site internet de la commune déléguée (hébergements, articles, contacts)
- Gérer les publications de la commune déléguée quel que soit le support en lien avec le cabinet du Maire de Vire Normandie

1.12. Personnel

- Gérer les plannings professionnels des agents affectés à la gestion technique et administrative de la commune déléguée
- Editer les autorisations d'absence ou tout document concernant la situation des agents et des intervenants affectés à la commune déléguée en lien avec le service ressources humaines de Vire Normandie
- Signer les ordres de mission, demander le remboursement des notes de frais et autoriser les formations

Article 2 : SUBDELEGATION DES POUVOIRS CONSENTIS AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL

Dans toutes les matières du présent arrêté pour l'exercice des champs de compétence sus mentionnés et dans les limites territoriales rattachées à celles-ci, subdélégation de fonction et de signature est donnée à Madame Martine ROBBES, maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, pour prendre les décisions, signer les actes, arrêtés, tout type de document, ainsi que les correspondances courantes avec les usagers, les partenaires locaux et nationaux au titre des attributions déléguées par le conseil municipal à Monsieur le Maire de Vire Normandie par délibération en date du 10 juillet 2020 au titre de l'article L2122-22 du CGCT, à savoir :

- Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales
- Fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées, à l'exception des tarifs des services publics qui sont votés annuellement par le Conseil municipal. La délibération du conseil municipal du 10/07/2020 prévoit que tous les tarifs sont votés par le conseil municipal, à l'exception des redevances d'occupation du domaine public et de loyers liés à la formalisation des baux et des conventions d'occupation du domaine public ou privé de la collectivité

- Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans
- Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières
- Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges
- Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros
- Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes
- Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme
- Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal.
- Donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local
- Signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux
- Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatif à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune
- Autoriser, au nom de la commune déléguée, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre
- Procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux
- Exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation
- Ouvrir et organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Article 3 : ENGAGEMENTS FINANCIERS ET COMMANDE PUBLIQUE

Madame Martine ROBBES ne pourra pas prendre d'engagements financiers non programmés pour les domaines susmentionnés.

Madame Martine ROBBES n'a pas la compétence pour passer les actes relatifs à la passation, préparation, exécution et règlement des contrats administratifs relevant de la commande publique

Article 4 : SUPPLEANCE

En cas d'absence ou d'empêchement, la présente délégation est consentie pour la durée nécessaire à l'absence ou à l'empêchement, dans les limites fixées à l'article 3, à Monsieur Patrick GOSSMANN – adjoint à la maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

Article 5 : La présente délégation prendra effet à compter de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département au titre du contrôle de légalité, de sa notification au délégataire et de sa publication.

Le présent arrêté sera transmis ou notifié à :

- Madame la Sous-Préfète de l'arrondissement de Vire
- Monsieur Le Procureur du Tribunal judiciaire de Caen
- Monsieur le Trésorier de l'arrondissement de Vire
- Madame Martine ROBBES, maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende
- Monsieur Patrick GOSSMANN – adjoint à la maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende

Fait à Vire Normandie, le 17 novembre 2023

Le Maire de Vire Normandie,

Marc ANDREU SABATER

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-AM20231117b-AR

Arrêté municipal du 17 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

ARRÊTÉ MUNICIPAL N° 1.2023

Interdisant l'utilisation du terrain de football de Coulonces

Le Maire délégué de la commune déléguée de Coulonces,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 à L.2215-1 sur les pouvoirs de police du maire ;

Vu l'article R.610-5 du code pénal ;

Vu l'arrêté municipal n°2020-10-05-2 en date du 05/10/2020 portant « délégation de fonction et de signature à M Gilles MALOISEL en sa qualité de maire délégué de Coulonces et d'adjoint au maire de Vire Normandie en charge de la transition écologique et solidaire et du développement des énergies vertes et durables »

Vu les récentes précipitations ne permettent pas d'utiliser le terrain de football de Coulonces.

CONSIDÉRANT que pour assurer la sécurité des joueurs et bénévoles, il est nécessaire d'interdire temporairement l'utilisation du terrain de football de la commune de Coulonces.

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : L'utilisation du terrain de football de Coulonces est suspendue pour le samedi 18 et dimanche 19 novembre 2023. L'accès est cependant toujours possible pour les services de secours, de gendarmerie ou les interventions d'entretiens.

Article 2 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet à partir de l'affichage qui sera effectué pendant le temps de l'interdiction.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

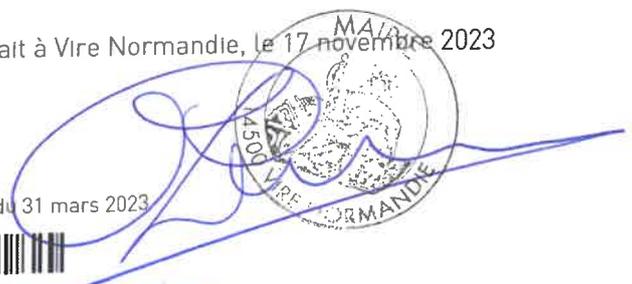
Article 5 : AMPLIATION du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de la Communauté de la Brigade de Gendarmerie de Vire,
- Madame la Sous-Préfète de Vire Normandie,
- Monsieur Le Président de l'Association Sportive Coulonces Campagnolles,
- La Direction Générale des services de Vire Normandie.

Chargés, chacun en ce qui les concerne, d'en assurer l'exécution.

Fait à Vire Normandie, le 17 novembre 2023

Arrêté municipal n° 1.2023 du 31 mars 2023



Arrêté municipal du 14 novembre 2023 portant abrogation de l'arrêté municipal du 14 septembre 2023 portant réglementation de la pêche et autres activités nautiques

Le Maire de Vire Normandie,

Vu le code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2212-1 à L.2215-1 sur les pouvoirs de police du maire ;

Vu le code de l'environnement et le code de la santé publique ;

Vu l'article R 610-5 du code pénal ;

Vu le règlement sanitaire départemental du Calvados du 14 janvier 1981 modifié ;

Vu l'arrêté municipal du 28 octobre 2023 portant délégation temporaire de fonction et de signature du 28 octobre 2023 au 30 novembre 2023 inclus en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le maire de la commune de Vire Normandie ;

Vu l'arrêté municipal du 14 septembre 2023 portant réglementation de la pêche et autres activités nautiques, en particulier son article 4 ;

Considérant les contrôles sanitaires en date du 05/09/2023 indiquant la présence de cyanobactérie dans le lac de la Dathée à la date de la prise de l'arrêté municipal du 14 septembre 2023 ;

Considérant les précipitations des derniers jours et la hauteur de l'eau dans le lac de la Dathée, état qui provoque des surverses et donc le renouvellement important des eaux du lac ;

ARRÊTÉ

Article 1^{er} : L'arrêté municipal en date du 14 septembre 2023 portant réglementation de la pêche et autres activités nautiques est abrogé à compter de ce jour.

Article 2 : Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- La Sous-Préfecture de Vire Normandie
- La compagnie de gendarmerie de Vire Normandie

Fait à Vire Normandie, le

Pour le Maire de Vire Normandie empêché et par
délégation

L'Adjointe au Maire,

Nicole DESMOTTES

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231117-666-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/11/2023

Publication : 17/11/2023

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de 2 mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif de Caen.

Arrêté municipal du 14 novembre 2023



ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 23 novembre 2023

portant délégation de signature à Madame Frédérique NICOLLE, agente territoriale,
officier d'état civil à la mairie déléguée de Vaudry

Le Maire délégué de Vaudry – Commune déléguée de Vire Normandie,

Vu les articles R2122-8, R2122-10 et L2122-30 modifiés du Code Général des Collectivités Territoriales, portant possibilité de délégation de signatures à un ou plusieurs agents communaux,

Vu le décret du 6 mai 2017 relatif à l'état-civil et notamment le transfert de compétence pour les PACS et les décisions de rectification d'erreur matérielle sur un acte d'état-civil,

Vu la délibération n°1 du conseil municipal du 3 juillet 2020 portant installation du conseil municipal et élection de Monsieur Marc ANDREU-SABATER en qualité de maire de Vire Normandie,

Vu la délibération n°3 du conseil municipal du 3 juillet 2020 portant élection des maires délégués des communes déléguées de Vire Normandie et élection de Monsieur Corentin GOETHALS en qualité de maire délégué de la commune déléguée de Vaudry,

Vu la délibération n°2 du conseil municipal du 10 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au Maire,

Vu l'arrêté municipal du 25 novembre 2022 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Corentin GOETHALS en sa qualité de Maire délégué de Vaudry et d'adjoint au Maire de Vire Normandie en charge des systèmes d'information, des innovations et des nouvelles technologies, de la télécommunication et du télétravail,

Considérant que le Maire délégué remplit les fonctions d'officier d'état-civil et d'officier de police judiciaire sur la commune déléguée et assure la gestion des cimetières et des formalités avec les familles sur le territoire de sa commune,

Considérant qu'il importe de donner aux agents territoriaux spécialisés les moyens devant leur permettre de répondre aux besoins du public,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Madame Frédérique NICOLLE, agente territoriale titulaire, agissant en qualité d'agente d'accueil et de gestion administrative à la mairie déléguée de Vaudry est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité en tant qu'officier d'état-civil pour toutes les fonctions que j'exerce en tant qu'officier d'état-civil, sauf celles prévues à l'article 75 du code civil.

Article 2 : Par ailleurs, l'intéressée est habilitée pour :

- La légalisation des signatures dans les conditions prévues à l'article L 2122-30 du CGCT.
- L'établissement et la signature de toutes notices relatives au recensement militaire (Instruction du 5 janvier 2004 relative aux opérations de recensement en vue de l'exécution du service national).
- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.
- La saisie et la validation des inscriptions sur la liste électorale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231123-AM20231123a-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/11/2023

Publication : 23/11/2023

Arrêté municipal du 23 novembre 2023



Article 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté municipal du 4 juillet 2020 portant délégation de signature à Madame Frédérique NICOLLE.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au Sous-Préfet de l'arrondissement de VIRE,
- Au Procureur de la République près du Tribunal Judiciaire de CAEN,
- A Madame Frédérique NICOLLE pour lui servir de titre (ainsi qu'un versement au dossier individuel).

Fait à Vire Normandie, le 23 novembre 2023

Le Maire délégué de Vaudry,

Corentin GOETHALS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231123-AM20231123a-AR

Arrêté municipal du 23 novembre 2023

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/11/2023

Publication : 23/11/2023

ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 23 novembre 2023

portant délégation de signature à Madame Lydie LECLERC, agente territoriale, officier d'état civil à la mairie déléguée de Saint Germain de Tallevende

La Maire déléguée de Saint Germain de Tallevende – Commune déléguée de Vire Normandie,

Vu les articles R2122-8, R2122-10 et L2122-30 modifiés du Code Général des Collectivités Territoriales, portant possibilité de délégation de signatures à un ou plusieurs agents communaux,

Vu le décret du 6 mai 2017 relatif à l'état-civil et notamment le transfert de compétence pour les PACS et les décisions de rectification d'erreur matérielle sur un acte d'état-civil,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Monsieur Marc ANDREU SABATER en qualité de maire de la commune de Vire Normandie, lors du conseil municipal du 3 juillet 2020,

Vu la délibération n°2 du conseil municipal du 10 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au maire,

Vu le procès-verbal actant l'élection de Madame Martine ROBBES en qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende, lors du conseil municipal du 26 octobre 2023,

Vu l'arrêté municipal du 17 novembre 2023 portant délégation de fonction et de signature à Madame Martine ROBBES en sa qualité de maire déléguée de la commune déléguée de Saint Germain de Tallevende,

Considérant que le Maire délégué remplit les fonctions d'officier d'état-civil et d'officier de police judiciaire sur la commune déléguée et assure la gestion des cimetières et des formalités avec les familles sur le territoire de sa commune,

Considérant qu'il importe de donner aux agents territoriaux spécialisés les moyens devant leur permettre de répondre aux besoins du public,

ARRÊTE

Article 1 : Madame Lydie LECLERC, agente territoriale titulaire, agissant en qualité d'agente d'accueil et de gestion administrative à la mairie déléguée de Saint Germain de Tallevende est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité en tant qu'officier d'état-civil pour toutes les fonctions que j'exerce en tant qu'officier d'état-civil, sauf celles prévues à l'article 75 du code civil.

Article 2 : Par ailleurs, l'intéressée est habilitée pour :

- La légalisation des signatures dans les conditions prévues à l'article L 2122-30 du CGCT.
- L'établissement et la signature de toutes notices relatives au recensement militaire (Instruction du 5 janvier 2004 relative aux opérations de recensement en vue de l'exécution du service national).
- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.
- La saisie et la validation des inscriptions sur la liste électorale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231123-AM20231123b-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/11/2023

Publication : 23/11/2023

Arrêté municipal du 23 novembre 2023



Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au Sous-Préfet de l'arrondissement de VIRE,
- Au Procureur de la République près du Tribunal Judiciaire de CAEN,
- A Madame Lydie LECLERC pour lui servir de titre (ainsi qu'un versement au dossier individuel).

Fait à Vire Normandie, le 23 novembre 2023

La Maire déléguée de Saint Germain de Tallevende,

Martine ROBBES



ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 27 novembre 2023

portant délégation de signature à Madame Laura AMAND, agente territoriale, officier d'état civil à la mairie déléguée de Coulonces

Le Maire délégué de Coulonces – Commune déléguée de Vire Normandie,

Vu les articles R2122-8, R2122-10 et L2122-30 modifiés du Code Général des Collectivités Territoriales, portant possibilité de délégation de signatures à un ou plusieurs agents communaux,

Vu le décret du 6 mai 2017 relatif à l'état-civil et notamment le transfert de compétence pour les PACS et les décisions de rectification d'erreur matérielle sur un acte d'état-civil,

Vu la délibération n°1 du conseil municipal du 3 juillet 2020 portant installation du conseil municipal et élection de Monsieur Marc ANDREU-SABATER en qualité de maire de Vire Normandie,

Vu la délibération n°3 du conseil municipal du 3 juillet 2020 portant élection des maires délégués des communes déléguées de Vire Normandie et élection de Monsieur Gilles MALOISEL en qualité de maire délégué de la commune déléguée de Coulonces,

Vu la délibération n°2 du conseil municipal du 10 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au Maire,

Vu l'arrêté municipal n°2020-10-05-2 du 5 octobre 2020 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Gilles MALOISEL en sa qualité de Maire délégué de Coulonces et d'adjoint au Maire de Vire Normandie en charge de la transition écologique et solidaire et du développement des énergies vertes et durables,

Considérant que le Maire délégué remplit les fonctions d'officier d'état-civil et d'officier de police judiciaire sur la commune déléguée et assure la gestion des cimetières et des formalités avec les familles sur le territoire de sa commune,

Considérant qu'il importe de donner aux agents territoriaux spécialisés les moyens devant leur permettre de répondre aux besoins du public,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Madame Laura AMAND, agente territoriale titulaire, agissant en qualité d'agente d'accueil et de gestion administrative à la mairie déléguée de Coulonces est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité en tant qu'officier d'état-civil pour toutes les fonctions que j'exerce en tant qu'officier d'état-civil, sauf celles prévues à l'article 75 du code civil.

Article 2 : Par ailleurs, l'intéressée est habilitée pour :

- La légalisation des signatures dans les conditions prévues à l'article L 2122-30 du CGCT.
- L'établissement et la signature de toutes notices relatives au recensement militaire (Instruction du 5 janvier 2004 relative aux opérations de recensement en vue de l'exécution du service national).
- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.
- La saisie et la validation des inscriptions sur la liste électorale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231127-AM20231127-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2023

Publication : 27/11/2023

Arrêté municipal du 27 novembre 2023



Article 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté municipal n°2020-10-14-1 du 14 octobre 2020 portant délégation de signature à Madame Laura AMAND.

Article 4 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au Sous-Préfet de l'arrondissement de VIRE,
- Au Procureur de la République près du Tribunal Judiciaire de CAEN,
- A Madame Laura AMAND pour lui servir de titre (ainsi qu'un versement au dossier individuel).

Fait à Vire Normandie, le 27 novembre 2023

Le Maire délégué de Coulonces,

Gilles MALOISEL

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20231127-AM20231127-AR

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/11/2023

Publication : 27/11/2023

Arrêté municipal du 27 novembre 2023